

Génocide de 1972 contre les Hutu du Burundi : reconstituer le puzzle

@rib News, 29/04/2013 Le génocide de 1972 : les faits. Par Kazirukanyo Martin. Merci à tous ceux qui commencent à lever le coin du voile sur cette triste période de notre histoire. Comme tous les autres compatriotes qui l'ont souligné, en attendant la mise en place effective de la Commission Vérité et Réconciliation, les moyens modernes de communication permettent, heureusement, à tout Burundais(e) de s'exprimer et à apporter sa contribution (réflexion, témoignage, documents, etc.) afin de reconstituer le puzzle. Les faits

Le 15 mars 1972, Mgr Makarakiza annonce un complot hutu. La «retaille» générale administrative par Bizindavyi et le commandant NDIKUMANA partent en Tanzanie pour organiser une surveillance des Hutu, les frontières restent ouvertes. Le 30 mars 1972 se passe le kidnapping de Ntare V en Uganda grâce à la complicité d'Idi Amin et de Micombero. Ramené à Bujumbura, il est accusé d'avoir voulu renverser la république pour réinstaurer la monarchie avec l'aide des mercenaires blancs et des Burundais monarchistes. La radio invite la population à veiller. Le 26 avril 1972, une assemblée du parti Uprona prend des mesures de répression contre tous ceux qui n'ont pas encore adhéré à la JRR et demande au président de la république de décréter une loi instituant la suprématie du parti Uprona. Le 27 avril 1972 Shibura Albert, ministre de l'Intérieur, va à Nyanza Lac et distribue des armes aux intellectuels Tutsi et ceux qui sont influents dans la masse ; par erreur quelques Hutu en reçurent. Le 28 avril 1972 se réunit le Conseil des ministres. On ne sait trop ce qui s'est décidé, mais il semble que l'unanimité ne s'est pas faite quant au sort à réserver à Ntare V. Le tiraillement déclencha probablement Micombero à convoquer son gouvernement. Les ministres sont dirigés par les directeurs généraux. Le 29 avril 1972 Shibura et Yanda terminent la distribution des armes dans la province de Bururi et reviennent à Bujumbura dans la nuit. Une fête des officiers était organisée. Plus tard le gouvernement dira que le complot des Hutu consistait en une exécution de tout le monde participant à cette fête. Remarquons qu'il n'a pas exhibé les preuves de ce complot Hutu. Ntare V est exécuté, dans la nuit, à Gitega. Un couvre-feu est imposé à tout le pays. Le 1er mai 1972 la radio de Bujumbura annonce que de sérieux combats se déroulent dans le sud du pays et qu'il s'agit de Mulelistes venant du Zaïre aidés par les Inyenzi (monarchistes rwandais) et des Burundi monarchistes. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit près des bâtiments administratifs ou dans des lieux publics. Remarquons que le gouvernement a parlé de "Mulelistes", sans doute pour attirer l'attention de Mobutu, d'"Inyenzi" pour ne pas inquiéter Kayibanda et de 11 monarchistes pour endormir les Hutu. Le 2 mai 1972 la radio annonce que le devoir et le droit de tout Burundais sont de dénoncer tout fauteur de trouble. La révolte est cette fois attribuée aux tribalistes, sous-entendu les Hutu, dans le but de mobiliser les Tutsi contre les Hutu et attirer la sympathie de la Tanzanie, de toute l'Afrique au sein de l'OUA ainsi que l'opinion internationale. Synthèse des mécanismes du génocide Les mécanismes du génocide sont synthétisés dans "le plan de génocide" élaboré par André Muhirwa et repris par Simbananiye. 1. Semer la haine entre les ethnies en noircissant fortement quelques hauts intellectuels Hutu. 2. Faire disparaître physiquement le chef de l'Etat pour plonger le pays dans la confusion et la colère. 3. Tablant sur les faux bruits en circulation, crier haro sur les Hutu pour la récidive de 1965. Alors il ne restera plus qu'à lancer une répression sanglante sur les cibles choisies d'avance et se montrer très actif dans l'épuration criminelle pour réclamer le pouvoir comme récompense de son zèle. Après ce coup de balais, l'apartheid régnera au Burundi et le "péril Hutu" sera anéanti. À jamais (rapport politique 093/100 Cab/68, Bujumbura 1968). Remarquons que le plan de génocide a connu quelques modifications : ce n'est pas le chef de l'Etat de l'époque, Michel Micombero, qui a été éliminé, conformément au point 2 du plan de génocide, mais l'ex-chef d'Etat, Ntare V. Les méthodes utilisées pour tuer Cela dépendait de la région où on se trouvait. Les premières victimes, c'est-à-dire pendant les trois premiers jours, ont été tuées au fusil, ceci répondant à la nécessité de faire vite tout en donnant l'impression qu'il s'agissait de faire disparaître les hauts fonctionnaires Hutu. Dans la région de Jenda-Mwaro, on tuait les Hutu à l'aide de bambous. Dans la région du sud, on utilisait des machettes et des massues à Bujumbura (vers le 15 mai 1972), à la prison de Mpimba on tuait avec des bambous qu'on avait fait venir de Jenda. Dans la région de Kirimiro et du nord on tuait à la massue et beaucoup furent enterrés vivants. La plupart des étudiants ont été tués à la baïonnette. Beaucoup sont morts d'étouffement dans les salles où on les enfermait en surnombre. D'autres Hutu martyrisés ont été tués par empalement et cartouchement. Les listes Les listes des fonctionnaires et des personnes influentes d'ethnie Hutu avaient été faites longtemps à l'avance. Néanmoins, dans les écoles, ce sont les élèves Tutsi qui établissaient les listes de leurs camarades. Quant aux paysans, ils ne nécessitaient pas de listes. Comme la JRR et l'Uprona avaient encadré le pays depuis 1968, les paysans Tutsi savaient très bien qui était Hutu et qui ne l'était pas ; le ramassage se faisait sans aucune confusion. Les responsabilités La responsabilité ou l'établissement de la culpabilité du régime s'aggrava. Le régime UPRONA est aisée à établir tout en donnant les faits cités plus haut. Grâce à la «retaille» les listes étaient centralisées et confiées soit à l'armée quand son concours était nécessaire, soit à la JRR organisée en milice paramilitaire par le Parti Uprona. Quant à la radio nationale elle servait de courroie de transmission rapide entre les mains des commanditaires du génocide dont Micombero était le chef. Elle trompait les Hutu pour mieux les faire attraper, tout ignorants qu'ils étaient du programme en cours de réalisation. Elle annonce aussi que quelques-uns ont été capturés et que certains rebelles se dirigent vers Ngozi. "Habwirwa benshi hakumva benevyo", les Tutsi, à partir de ce jour mettent à jour les listes des Hutu et certaines étaient dans les mains de la «retaille», les rafles avaient déjà commencé. Le 3 mai 1972, des munitions, deux cents hommes de troupes et deux bombardiers arrivent du Zaïre. La radio nationale annonce pour la première fois que des étudiants et des mercenaires étrangers ont envahi le pays. Le 4 mai 1972 la radio nationale révèle que le soulèvement est l'oeuvre des tribalistes (sous-entendu Hutu) antirévolutionnaires et que les auteurs ont été arrêtés. Elle demande à la population de former des groupes de vigilance et appelle les membres de la JRR à Ngozi à coopérer pour combattre l'ennemi. Depuis le 1er mai 1972 les habitants de Bujumbura voient des camions chargés de prisonniers et de cadavres dissimulés sous les bâches, s'en aller vers des charniers où les bulldozers les recouvrent de terre. Les fonctionnaires, les dirigeants d'entreprises, les responsables, les étudiants, les professeurs, les possesseurs de comptes dans les caisses d'épargne ou à la poste, les employés, les

ouvriers, même des domestiques ... tous d'origine Hutu, ont été arrêtés et exécutés. Quant au peu de Hutu qui étaient encore à l'armée, leur sort avait été réglé au début des massacres. Le 14 mai 1972, Nyamoya Albin est nommé Premier ministre et deux jours après la formation du gouvernement les massacres de Hutu continuent. L'armée continue à tuer à Bubanza, Bujumbura, Ngozi, Gietaga et Muramvya. Quant à Bururi la tuerie n'a plus de raison d'être, vu l'extermination des Hutu qui s'y était opérée depuis le 29 avril et la grande masse qui avait fui en Tanzanie. Le 24 novembre 1972, des promotions sont discernées au sein de l'armée. Le Lieutenant-Colonel Ndabemeye Thomas devient Général et Chef d'Etat-Major, le Major Nzohabonayo et le Capitaine Bagaza deviennent Lieutenants-Colonels, en même temps que ce dernier est nommé Chef d'Etat Major adjoint. On peut se poser la question suivante : est-ce que ces promotions n'étaient pas une récompense à leur bravoure dans les massacres des Hutu. Le 5 juin 1972, le "Pourquoi Pas ?" avançait le chiffre de deux cent mille victimes contrairement au chiffre de dix mille rebelle tués avancé par le gouvernement pour cacher son ignominie, le 30 mai 1972. Dans toutes les guerres il existe des prisonniers et les victimes dans les deux camps, mais dans celle qui s'est déroulée au Burundi il n'y a eu que des victimes Hutu. Si la thèse que le gouvernement avance, à savoir des combats sanglants dans tout le pays, pourquoi n'y a-t-il eu que des réfugiés hutu dans les pays limitrophes ? La seule thèse que nous pouvons retenir pour nous et faire valoir à l'opinion internationale est qu'il y a bel et bien eu un génocide dirigé contre les Hutu, qui tire ses sources des structures héritées de la colonisation et de la féodalité qui ont favorisé les Tutsi, et qui a été orchestré dans le cadre d'un plan préétabli (cfr. plan de génocide environ 300.000 morts, soit plus de 7% de la population et plus de 13% de la population masculine de l'ethnie hutu. Tel un serpent qui hypnotise un rat, le gouvernement empêchait les Hutu de fuir ou de se défendre en leur répétant sans cesse qu'il n'y avait que les coupables qui étaient visés. Alors, les Hutu se sachant honnêtes ne voyaient pas la nécessité de s'inquiéter, jusqu'au moment où le rouleau compresseur frappait la porte. En outre, la radio nationale servait les sanguinaires en trompant l'opinion internationale par la diffusion de fausses informations, comme on l'a vu plus haut. La Sûreté, l'armée, le parti Uprona et ses mouvements intégrés, font partie intégrante du régime, leur responsabilité dans ces tueries est nette. Kazirukanyo Martin